



**Haïti – Situation actuelle**

**Panorama de la situation de l'insécurité alimentaire aigue**

Crée le : 15 décembre 2014  
Valable pour: décembre 14 – février 15

**Résultats clés pour la zone la plus touchée**

**Consommation alimentaire :**

La situation de la consommation alimentaire au niveau des plaines et montagnes sèches du Nord-Ouest était la suivante en décembre 2013:

- environ 4 à 5 ménages sur 10 ont une consommation alimentaire inadéquate pour la période
- 4 à 6 ménages sur 10 consommaient 5 groupes d'aliment ou moins sur 12.
- 5 à 7 ménages sur 10 étaient touchés par la faim selon l'indicateur « Echelle de la Faim »

La situation actuelle étant plus ou moins comparable à la période de collecte des données (décembre 2013), l'équipe a fait l'hypothèse que les indicateurs doivent être plus ou moins au même niveau.

**Evolution des moyens d'existence :**

Pas d'information précise sur cet aspect, toutefois selon les observations des experts, les stratégies d'adaptation restent encore érosives tandis que les avoirs sont toujours sous pression et ne permettent pas d'investir dans des moyens d'existence productifs.

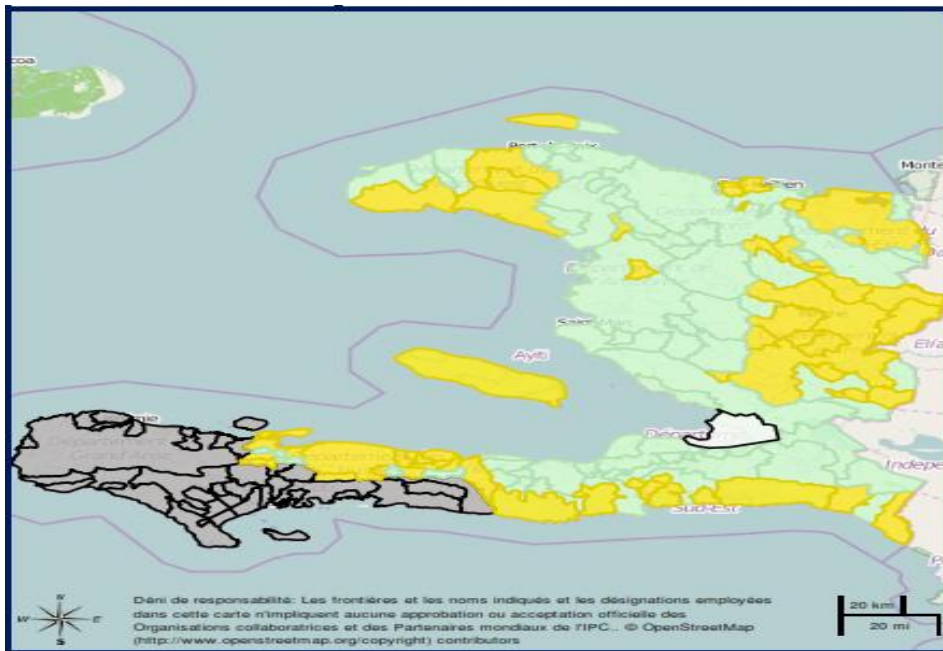
**Nutrition :** Plaines sèches du Nord-Ouest/Sud-Est - MAG environ 6% (en décembre 2013)

**Résumé narratif des causes, du contexte et des principaux problèmes**

L'évolution du régime pluviométrique a été irrégulière et déficitaire durant la dernière campagne agricole de printemps (mars/juillet). Ces conditions ont eu des répercussions importantes sur les pratiques agricoles (peu d'emplois journaliers, opportunités de revenus modestes) et les rendements des cultures. Notamment, les céréales et les tubercules ont nettement reculé (-40 % par rapport à 2013). Le déficit pluviométrique dans les zones à faible potentiel agricole et le manque d'investissements publics (intrants agricoles) dans les zones à plus fort potentiel n'ont pas permis un niveau de récoltes suffisant. La stagnation des prix alimentaires et le déploiement de programmes de soutien aux plus vulnérables ont quelque peu minimisé l'impact négatif sur l'accès à la nourriture des ménages, même s'ils sont toujours contraints de recourir à des stratégies d'adaptation non pérennes.

**Éléments de la carte**

- Phase d'Insécurité alimentaire aiguë**
- 1 Minimale
  - 2 Sous pression
  - 3 Crise
  - 4 Urgence
  - 5 Famine
- Zones présentant des preuves insuffisantes
  - Non analysée
  - Zone urbaine/établissement
  - ! Zone qui serait probablement au moins dans 1 isuperieure eure sans les effets de l'aide humanitaire.



Déni de responsabilité: Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées dans cette carte n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle des Organisations collaboratrices et des Partenaires mondiaux de l'IPC. © OpenStreetMap (http://www.openstreetmap.org/copyright) contributors

Pour en savoir plus, contactez :  
[hcazeau@yahoo.fr](mailto:hcazeau@yahoo.fr), [JeanCarel.Norceide@wfp.org](mailto:JeanCarel.Norceide@wfp.org); [jose.veiga@wfp.org](mailto:jose.veiga@wfp.org)

Partenaires de l'analyse et organisations de soutien :  
CNSA, MSPP, ACF, PAM, USAID, FEWSNET, SOLIDARIDAD



## Partie 2 : Résumé des résultats, méthodes et prochaines étapes

### Principaux résultats et problèmes

- L'analyse a été faite sur la base des zones agro-écologiques (voir section ci-dessous sur les méthodes). Toutes les zones analysées ont été classifiées au maximum en phase 2 ; situation alimentaire sous pression. Par rapport à la dernière analyse IPC réalisée en avril 2014, la situation s'est globalement améliorée dans les zones de plaines sèches qui étaient pour la plupart en crise alimentaire à cette époque (phase 3). Pour cette nouvelle analyse, la majorité des zones **agro-écologiques de plaines et montagnes sèches ont toutefois été classées en phase 2, ainsi que les zones de montagnes semi-humides du Centre, des Nippes et du Sud-Est. Ces zones méritent donc une vigilance particulière dans les prochains mois puisqu'au moins un ménage sur cinq peut y faire face à une consommation alimentaire réduite et d'adéquation minimale. Cette situation ne permet donc pas à ces ménages de couvrir leurs besoins non alimentaires de base sans avoir à s'engager dans des stratégies d'adaptation irréversibles.** Hormis le Nord-Ouest, qui a bénéficié d'une relative bonne pluviométrie (après 3 années de sécheresse consécutives) et d'aide humanitaire en réponse à la « crise alimentaire » déclarée, une faible pluviométrie a été enregistrée durant la campagne de printemps dans les autres zones sèches du pays. Cela a engendré une baisse des rendements des cultures de printemps et d'été et des récoltes insuffisantes pour reconstituer les stocks alimentaires des populations les plus pauvres. Ceci se vérifie pour les plaines et montagnes sèches du Nord, les plaines et plateaux secs du Nord-Est, des plaines et montagnes sèches de l'Artibonite, des montagnes et plateaux secs du Centre et l'île de la Gonâve dans son intégralité. Pour les départements du Centre, du Sud-Est et des Nippes, les plaines, montagnes et plateaux semi-humides ont également été plus fortement affectés par les déficits pluviométriques, ce qui a également diminué le niveau des stocks alimentaires. Dans ces zones en phase 2, la réussite des récoltes des cultures à long cycle de la campagne de printemps (tubercules, pois congo, sorgho) ainsi que les récoltes de la saison d'hiver (janvier, février) sera primordiale pour l'avenir des agriculteurs et des ouvriers agricoles puisqu'elle conditionne la possibilité de prolonger la disponibilité de denrées locales au-delà de février et une employabilité déjà sous pression dans ces zones.
- Pour les ménages qui se trouvaient dans une situation de crise en avril et qui sont passées à une situation « sous pression » (phase 2) :
  - **La consommation alimentaire est « acceptable ».** Les ménages les plus vulnérables ont légèrement amélioré la diversité de leur diète, la qualité nutritive et la fréquence de consommation alimentaire par rapport à la dernière analyse de classification de la sécurité alimentaire d'avril 2014 réalisée en période de soudure. Pour autant, leur accès à une alimentation saine et diversifiée reste précaire.
  - **Les stratégies d'adaptation restent encore érosives tandis que les avoirs sont toujours sous pression et ne permettent pas d'investir dans des moyens d'existence productifs :** la coupe de bois pour la fabrication de charbon se maintient, mais ne s'orientent plus vers les arbres agro-fruitiers, la vente de bétail sert avant tout à financer des dépenses non alimentaires de base (école, santé, dette, etc.), l'émigration vers la République Dominicaine et les grandes villes perdure dans un cadre de recherche d'emplois temporaires.
  - Pour toutes les zones agro-écologiques, les résultats de l'ESSAN de 2013 montraient des niveaux de prévalence de malnutrition aigüe correspondant aux phases 1 à 3. En l'absence de données actualisées le MSPP confirme qu'il n'a pas reçu d'alertes nutritionnelles. Les seuls indicateurs nutritionnels disponibles le sont au niveau départemental, ce qui ne permet pas d'avoir une information suffisante pour appréhender correctement la situation des communes et des zones agro écologiques.
  - **Les opportunités de travail agricoles restent limitées** en ce moment, mais peuvent évoluer de manière positive sur une période de temps courte (janvier – février) avec les récoltes de la campagne d'hiver pour les cultures à cycle long. Les ménages les plus vulnérables dépendants de la vente de main d'œuvre dans les activités agricoles restent néanmoins dans une situation difficile du fait du manque de ressources leur permettant d'avoir accès aux produits alimentaires sur les marchés.
  - **Les stocks alimentaires des ménages risquent de s'épuiser très rapidement (février ou mars suivant les potentialités des zones agro-écologiques)** en raison de l'échec de la dernière récolte et des dettes contractées pour pallier aux effets des chocs climatiques des années précédentes. La stabilité des prix des produits importés sur la majorité des zones agro-écologiques permet toutefois de juguler la déperdition des avoirs économiques.

## Méthodes IPC et principales difficultés

- A défaut de données plus récentes, les analystes ont dû procéder à des inférences à partir de données des enquêtes de sécurité alimentaire et nutritionnelles menées au cours de l'année 2013. Le Groupe de Travail Technique (GTT) a donc établi à partir des facteurs contributifs de la sécurité alimentaire (conditions climatiques, les opportunités de travail, ...) si les conditions actuelles sont meilleures ou pires que celles qui prévalaient au moment de la collecte de données. Il est donc évident selon le contexte actuel que la situation est bien pire que la situation d'août 2013 dans les zones de phase 2 particulièrement et à peu près similaire à décembre 2013.
- L'estimation de l'intervalle de population se trouvant dans la pire situation est basée sur l'hypothèse que le déficit hydrique affectant le secteur agricole est la principale cause de la situation. Les ménages dépendant principalement de l'agriculture sont évidemment les ménages les plus affectés par la situation. Aussi nous avons utilisé le pourcentage de ménage dépendant principalement de l'agriculture pour les calculs.
- L'unité d'analyse est la zone agro-écologique. Le regroupement par zone agro-écologique est basé sur le type de relief (plaines, plateaux et montagnes) et le niveau d'hygrométrie (zones sèches, semi-humides et humides). A cela s'ajoute les périmètres irrigués et les zones urbaines.
- Cette classification par grandes zones agro-écologiques peut revêtir des disparités importantes à l'échelle inférieure, au niveau des sections communales par exemple, suivant l'existence de facteurs dynamisants comme la présence de systèmes irrigués en fonctionnement ou contraignants comme un fort isolement géographique ou une anomalie climatique localisée par exemple. La phase de la zone est déterminée par les phases des 20 % de la population se trouvant en pire condition. Aussi, le fait qu'une commune en situation de stress alimentaire peut localement avoir une partie de sa population en situation de crise (phase 3) n'est pas à exclure.
- En raison de manque d'information les départements du Sud et de la Grande-Anse n'ont pas été analysés ainsi que la zone métropolitaine.
- Les principales difficultés de l'analyse ont été liées à l'information (fiabilité et disponibilité). Spécifiquement :
  - Les informations liées aux profils des moyens d'existence (calendriers saisonniers, % de sources de revenus et nourriture, niveau d'avoir, etc.), qui datent du 2005, ne reflètent pas tout à fait la réalité observée sur le terrain. La dernière étude HEA (Household Economic Approach) n'a pas pu être intégrée à cette analyse, car les données validées n'étaient pas disponible à la date de l'exercice;
  - La collecte d'informations détaillées sur les niveaux d'aide en cours et pour l'année en cours s'est améliorée, bien qu'il manque encore les informations en lien aux programmes de protection sociale mis en place par le GoH et les ONG's ;
  - Les informations sur l'évolution des moyens d'existence ne montrent pas le pourcentage de ménages qui sont en train de mettre en pratique certaines stratégies. Par ailleurs, ces informations ne permettent pas de déterminer le niveau de sévérité de ces stratégies ;
  - Les informations ne sont pas désagrégées par commune, ce qui explique les difficultés d'avoir une classification par commune.
  - Manque d'informations sur les résultats de dépistage de la malnutrition ; les seuls indicateurs nutritionnels disponibles ne sont qu'au niveau départemental, ce qui ne permet pas d'avoir une information suffisante pour appréhender correctement la situation des communes ;
  - Manque d'information actualisées sur les preuves directes pour les éléments de résultat : score de consommation, échelle de la faim, score de diversité de la diète, taux de malnutrition aigüe, taux de mortalité, etc.

## Calendrier saisonnier de la sécurité alimentaire et les implications pour le suivi

- La saison agricole de printemps, la principale saison en Haïti (60% de la production annuelle). Les récoltes des cultures à long cycle de la campagne agricole de printemps sont en cours.
- Les récoltes de la 2 e saison (saison d'été) sont à leur fin
- La saison d'hivers est en cours au niveau des zones agro-écologiques plus humides.
- Les prix des produits importés sont certes jusqu'à présent stables. Toutefois, il convient d'en suivre la tendance d'autant plus que le taux de change du dollar est à la hausse depuis quelques mois.
- Considérant l'importance de la campagne agricole de printemps, un suivi de la pluviométrie et des autres facteurs de production est fondamental en vue de comprendre leur impact sur le démarrage de la campagne agricole du printemps de 2015. Il en est de même pour l'évaluation prévisionnelle des performances à partir de juin/juillet 2015.
- La période électorale peut avoir une incidence négative sur les flux de commercialisation des produits alimentaires. Un suivi de l'approvisionnement des denrées importées peut s'avérer utile en cas de persistance des blocages de routes et manifestations en tout genre.



### **Recommandations pour les étapes suivantes pour l'analyse et la prise de décision**

- Poursuivre l'effort de désagrégation des zones d'analyse (découpage administratif, zone agro-écologique) ;
- Elargir les Groupes de Travail Techniques (GTT) à l'échelle des départements pour la réalisation des analyses IPC au niveau des départements.
- Elargir le Groupe de Travail Technique à d'autres parties prenantes, inclure un plus large panel de domaines d'expertise et rehausser le niveau des cadres analystes
- Poursuivre l'effort de collecte d'information désagrégées (pluviométrie, prix de marché, activités génératrices de revenu, assistances humanitaires, santé et nutrition, eau et assainissement, production agricole, conservation et transformation des aliments) ;
- Poursuivre la sensibilisation des décideurs (bailleurs, gouvernements, institutions onusiennes, etc...) par rapport aux résultats et recommandations du cadre analytique de l'IPC.
- Lancer le processus pour la classification de l'insécurité alimentaire chronique.

### **Pour plus d'informations, contactez**

**Groupe de travail technique IPC :** [cnsa@cnsahaiti.org](mailto:cnsa@cnsahaiti.org); [hcazeau@yahoo.fr](mailto:hcazeau@yahoo.fr); JeanCarel.Norceide@wfp.org

**Unité de soutien global IPC :** [www.ipcinfo.org](http://www.ipcinfo.org), [jose.veiga@wfp.org](mailto:jose.veiga@wfp.org)

